

Service Santé Protection Animale et Environnement
3 chemin du Fieu
CS40348
43009 Le-Puy-en-Velay Cedex

Le-Puy-en-Velay Cedex, le 26/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CONSERVATOIRE NATIONAL DU SAUMON SAUVAGE

Larma
43300 CHANTEUGES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement CONSERVATOIRE NATIONAL DU SAUMON SAUVAGE implanté Larma 43300 CHANTEUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programmation annuelle d'inspection

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSERVATOIRE NATIONAL DU SAUMON SAUVAGE
- Larma 43300 CHANTEUGES
- Code AIOT dans GUN : 0054300203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Conservatoire National du Saumon Sauvage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Règles d'aménagement - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008 article : 9
- Règles d'exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008 article : 16
- Autosurveillance - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008 article : 22

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite

- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des aménagements sont en cours sur le local de pompage au droit du prélèvement sur la Seuge. Le service d'inspection doit être informé de la consistance des travaux surtout si des équipements de compression d'air sont mis en oeuvre.

Le stockage de produits désinfectant, huiles et carburants (présents dans le local traitement des boues) n'est pas équipé de dispositif de rétention

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	/	Voir tableau actions correctives contradictoires
Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	/	Voir tableau actions correctives contradictoires
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	/	Voir tableau actions correctives contradictoires

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	/	Voir tableau actions correctives contradictoires

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Travaux en cours non déclarés sur locaux à risques

Absence de dispositif de rétention sur stockage de produits désinfectant, huiles et carburants

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.
Constats : La production de boues est très faible sur le site. La majorité est constituée de sables qui ne subissent pas de traitement particulier. La table d'égouttage, en place depuis l'origine du CNSS, n'est plus en fonctionnement. Les boues sont stockées sur une cuve de stockage d'environ 50m ³ . L'évacuation est confiée par le CNSS à l'entreprise VALVERT Velay Assainissement. Le dernier sous-tirage de mars 2020 avoisinait les 15m ³ . Celui-ci nécessite une dilution conséquente pour mécaniquement réussir à pomper tous les sables devenus très compacts. Le pourcentage de matière sèche approche les 22%. Le registre d'analyse de boues et de vidange de la fosse n'est pas à jour, la dernière saisie datant du 21/09/2018. Une facture VALVERT du 24/03/2020 est fournie ce jour détaillant l'évacuation en date du 16/03/2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.
Constats : La fréquence de retrait des boues (sables en majorité) est de 2 ans. Les boues sont évacués par un prestataire (VALVERT Velay Assainissement) et sont conduites chez un exploitant agricole sur la commune de CHANTEUGES, M. Didier CONTE (06 12 33 82 42) à Bourleyre. Les boues sont dépotées par le prestataire dans la fosse de stockage de effluents agricoles de l'exploitation. L'exploitation de M. CONTE n'est pas classée ICPE mais pour autant doit, en tant que récepteur de sous-produits d'un établissement ICPE, disposer d'un plan d'épandage. Le plan d'épandage et le registre d'épandage associé n'est pas connu du CNSS.
Observations : Le CNSS sollicitera M. CONTE pour se procurer son plan d'épandage et le registre subséquent Le CNSS a en projet de remettre en service la table d'égouttage (choix du polymère agglomérant).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Se reporter au tableau des actions correctives en annexe

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.
Constats : Les boues sont livrées, par VALVERT Velay Assainissement, à M. CONTE Didier, exploitant agricole à Bourleyre, commune de CHANTEUGES. L'exploitation n'est pas classée ICPE. Le CNSS ne dispose pas des plan et registre d'épandage à fournir par M. CONTE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Se reporter au tableau des actions correctives en annexe

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.
Constats : Les analyses de boues sont réalisées par CARSO.
Observations : CNSS fournira au service d'inspection les résultats des 3 dernières années
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Se reporter au tableau des actions correctives en annexe